

**COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des  
Hôpitaux et Maternités de Proximité**  
(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)



**Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE**  
**Secrétariat : lundi-vendredi de 13h30 à 17h - Tel : 09.79.72.84.66**  
**SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00017**  
**Association agréée - Arrêté du 14/08/2008 - N2008AG0003**  
**Site : <http://www.coordination-nationale.org>**  
**Contact : [postmaster@coordination-nationale.org](mailto:postmaster@coordination-nationale.org)**

**Président : Michel ANTONY - [Michel.Antony@wanadoo.fr](mailto:Michel.Antony@wanadoo.fr)**  
Adresse: 3 rue Labarbe 70200 MAGNY VERNOIS - Tel. 03.84.62.91.65 - 06.63.82.28.24  
**Vice-Présidente : Françoise NAY [jean.rostandivry@wanadoo.fr](mailto:jean.rostandivry@wanadoo.fr)**  
Adresse: 3 rue Coutant 94200 IVRY sur Seine - Tel. 01.46.72.63.82 - 06.07.89.06.57

Objet : Politique de santé

Decazeville, le 13 novembre 2011

Madame, Monsieur,

**Vous sollicitez les suffrages des Français pour l'élection présidentielle de mai 2012. Vous comprendrez qu'ils souhaitent être éclairés sur les orientations et les priorités que vous proposez dans les domaines qui les préoccupent au quotidien et plus particulièrement dans le domaine de la Santé et de la protection sociale.**

**La Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité (CN) est co-initiatrice du Mouvement « Notre Santé En Danger » qui fédère 110 organisations nationales (Associations d'usagers, de malades, syndicats, partis politiques, mutuelles...). Association agréée, la CN est forte de plus de 300 comités et contacts sur toute la France.**

**Au nom de ces comités, de leurs membres, de leurs sympathisants et des territoires qu'ils représentent, elle souhaite être informée de ce que vous proposez aux Français s'agissant :**

**- des restructurations hospitalières qui détruisent l'aménagement du territoire et qui multiplient les inégalités territoriales et sociales d'accès aux soins.** Toutes ces restructurations s'accompagnent de fermetures de services MCO ou de réductions de lits, de la déqualification et de la suppression de personnels et de l'aggravation de leurs conditions de travail, de fermetures de centres d'IVG,

**- de la nécessaire abrogation de la loi Bachelot-HPST et de l'établissement d'une vraie démocratie sanitaire à l'échelle des régions et des territoires de santé.**

- de la **réduction des inégalités territoriales et sociales d'accès aux soins**,
- de la **réduction d'écarts de densité médicale** ne garantissant plus la permanence des soins ambulatoire,
- de la **Tarification à l'Activité (T2A)** et de l'obligation de convergence tarifaire Public-privé, sources de déficit et d'endettement pour les hôpitaux publics mis en situation de concurrence déloyale par rapport au secteur privé lucratif.
- des **partenariats public - privé imposés** aux hôpitaux publics par les autorités sanitaires.
- de l'**accumulation des restes à charge** : forfaits, franchises, déremboursements de médicaments... et du **transfert vers les mutuelles et les assurances privées de la couverture des risques santé**.
- des **dépassements d'honoraires**.
- des multiples **exonérations de cotisations sociales** accordées au détriment de l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale.
- des dispositifs de **prise en charge des affections de longue durée et de la perte d'autonomie**.
- de la **liberté d'installation des médecins** et de l'impérative nécessité de remédier aux déserts médicaux et au manque de spécialistes dans les hôpitaux publics sur TOUT LE TERRITOIRE.
- de la défense prioritaire de la **gestion démocratique de la Sécurité Sociale**.

D'avance nous vous remercions de votre réponse.

Nous la diffuserons de la façon la plus large avec une conférence de presse, et auprès de chacun de nos comités, membres, sympathisants et partenaires dans le seul but que chacun puisse se déterminer en connaissance de cause avant le scrutin.

Veillez Madame, Monsieur, recevoir l'expression de nos salutations citoyennes et militantes.

Pour l'Assemblée Générale de la CN  
réunie à Decazeville le 13 novembre 2011

son président Michel ANTONY

Ps: ce courrier est rendu public et adressé aux partis politiques nationaux